

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER
Rédacteur en chef. Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

REDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	50	85

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

LE
DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

LA DÉPOSITION

DU

COLONEL DU PATY DE CLAM
DEVANT LES CHAMBRES RÉUNIES

Les procès-verbaux des dernières séances de la Cour de cassation n'ayant pas été imprimés jusqu'à présent, et le *Figaro* tenant à donner cependant des renseignements sur la déposition si importante que le colonel du Paty de Clam vient de faire devant les Chambres réunies, nous avons dû procéder nous-mêmes à une enquête des plus délicates et des plus compliquées pour reconstituer les déclarations de cette séance. Un ami du colonel du Paty de Clam a bien voulu nous aider, lui aussi, et nous pouvons aujourd'hui vous donner les renseignements que nous donnons, des plus précis et des plus sûrs, ont la valeur d'un procès-verbal.

SÉANCE DU SAMEDI 20 AVRIL 1899

Le colonel du Paty de Clam, après avoir décliné ses noms, prénoms et qualités, a été invité à dire sans restriction tout ce qu'il avait à répondre au commandant Cugnet qui l'avait accusé d'avoir été le principal organisateur des machinations faites pour sauver Esterhazy, et l'inspirateur, tout au moins, des principaux faux attribués au colonel Henry ou reconnus par lui.

« J'ai obéi, comme un soldat, déclare tout d'abord le colonel du Paty, je n'ai pas demandé d'ordres écrits à mes chefs : leurs ordres verbaux m'ont suffi.

« Le fait même que je n'ai point songé à m'armer pour l'aventure, quand j'exécutais les ordres qui me furent donnés, devrait plaider en ma faveur !

« J'ai subi de violents outrages pour des faits auxquels je suis resté étranger.

« Je me suis tu.

« J'ai été mis en non-activité par retrait d'emploi. Je me suis incliné.

« J'ai été le plus discipliné et le plus confiant des soldats.

« Je ne mérite pas le sort qui me frappe.

« Qu'on me confronte avec ceux qui continueraient à mettre ma parole en doute. Ma sincérité apparaîtra clairement.

Dès ce début, et à plusieurs reprises au cours de cette déposition, le témoin a été interrompu par de nombreuses questions qui lui ont permis de préciser certains points, et il a cru constater assez rapidement que la sincérité de ses déclarations n'avait pas été sans causer quelque impression sur les Chambres réunies.

La Cour de cassation lui semble avoir compris qu'on voulait faire de lui le bouc émissaire, et qu'on le sacrifiait surtout parce qu'il n'a pas pris, comme il l'a dit et répété, la précaution de se munir lui aussi de « documents libérateurs ».

Le colonel du Paty a exposé d'abord qu'il n'a jamais fait partie du bureau des renseignements.

C'est le général de Boisdeffre qui l'a désigné, en 1894, comme officier de police judiciaire au début du procès Dreyfus. Henry n'aurait pas été étranger à cette désignation.

Le colonel du Paty demanda instamment au général de Boisdeffre de vouloir bien lui épargner une besogne qui lui répugnait et à laquelle ses travaux ne l'avaient pas préparé. Il lui proposa même de confier les fonctions d'officier de police judiciaire au colonel Picquart, qui faisait partie du bureau des renseignements et qui était célibataire. Mais le général de Boisdeffre refusa, et M. du Paty dut s'incliner.

Il est donc faux de dire que le colonel du Paty ait recherché ces fonctions. Le général de Boisdeffre les lui a imposées.

M. du Paty n'a pris aucune initiative dans la direction même de l'enquête faite sur Dreyfus en 1894. Il a suivi les conseils de M. Bertillon et de M. Cochefert, qui lui auraient été désignés tous deux par le bureau des renseignements.

C'est M. Bertillon qui lui recommanda de faire écrire Dreyfus dans des postures diverses, assis, couché, debout, la main nue ou la main gantée. Il a perquisitionné chez Dreyfus, accompagné de M. Cochefert, et, contrairement à ce qui lui a été prêté, il n'a point dénoncé le luxe de l'appartement ou des toilettes de la femme du capitaine. Il a été frappé, au contraire, de la simplicité de cet intérieur et il lui a paru que les dépenses de toilette de Mme Dreyfus étaient plutôt modiques.

Du reste, le colonel du Paty déclare à la Cour que le rapport qu'il adressa en octobre 1894 au ministre de la guerre ne concluait pas à la culpabilité.

Il s'était contenté d'exposer les faits qu'il avait cru constater.

Au commencement de décembre 1894, le colonel Sandherr remit au colonel du Paty le dossier des pièces secrètes et lui demanda un commentaire sur ces pièces.

M. du Paty écrivit donc, en collaboration avec le colonel Sandherr, une note en vue d'établir la concordance entre certaines pièces du dossier qui lui furent

Voir le *Figaro* des 31 mars, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 avril, donnant le dossier de l'enquête de la Cour de cassation.

montrées et d'autres pièces dont l'origine semblait commune.

« Mais qu'est devenu ce commentaire qui ne se trouve plus dans le dossier ? demanda alors un conseiller.

Le colonel du Paty répondit qu'il en avait rendu l'original à Sandherr, lequel l'avait détruit, mais il ajouta qu'il en avait remis une copie au général Mercier, et que cette copie on doit pouvoir la retrouver.

Voilà pour 1894.

En ce qui concerne 1896, le colonel du Paty est resté — c'est du moins ce qu'il a assuré à la Cour de cassation — absolument étranger aux événements qui se sont déroulés au bureau des renseignements.

Le colonel Picquart lui a bien montré, un jour, un fragment d'écriture, mais il s'est bien gardé de lui dire qu'il l'attribuait à Esterhazy.

« En somme, du Paty affirme qu'à cette époque, il a été tenu à l'écart de tout.

Le capitaine Cugnet l'accuse d'avoir fabriqué le faux Weyler : « C'est une calomnie », répond-il.

Le colonel du Paty indique alors que Decrion, qui dirigeait une véritable manufacture de faux, a toujours été, ainsi que Guénée, au service d'Henry. On pourrait chercher dans cette direction, puisque Decrion fabriquait notoirement des faux pour le compte d'Henry.

Détail important : Il paraît que la déposition Decrion a été « oubliée » ou supprimée dans le dossier de l'enquête.

On a attribué encore au colonel du Paty la lettre signée Henry qui a été publiée dans le *Libre Parole*, en 1894, de l'arrestation de Dreyfus : le colonel du Paty proteste avec indignation et déclare que cette lettre n'est pas de lui. Il suffirait d'ailleurs de demander à M. Papillaud de produire cette lettre à la suite de laquelle il a fait les démarches qu'il a relatées lui-même.

C'est encore une autre calomnie, ajoute-t-il, que de prétendre, comme l'a fait le capitaine Cugnet, qu'il a porté à l'*Eclair*, en 1896, le fameux article où était raconté, pour la première fois, la communication des pièces secrètes, et où la pièce *Cet animal de Dreyfus* était reproduite avec cette fausseté : *Cet animal de Dreyfus*.

Le colonel du Paty, qui n'a jamais appartenu au bureau des renseignements, atteste qu'il n'a jamais eu de rapports avec la presse. Il n'a été, à aucun moment, chargé de porter des articles aux journaux. Il n'y est jamais allé de son plein gré.

C'est le colonel Henry et le commandant Pauffin de Saint-Morel qui, à diverses époques, se sont acquittés de ce genre de communication.

On a d'ailleurs trouvé un télégramme intéressant à ce sujet chez le commandant Esterhazy : ce télégramme est signé Pauffin de Saint-Morel.

M. Pauffin de Saint-Morel a reconnu être allé, en 1897, à l'*Intransigeant*, chez M. Rochefort. Quant à l'*Eclair*, ce journal déclare lui-même que l'article de 1896 ne lui est venu ni d'Henry, ni de du Paty, ni de Picquart.

Le lieutenant-colonel du Paty ne peut qu'affirmer de nouveau qu'il est resté toujours étranger à cette sorte d'opérations.

Nous voici maintenant en 1897, au mois d'octobre.

Le colonel du Paty de Clam est au bureau des opérations militaires, où, à la suite d'un conflit avec l'Angleterre, il travaille jour et nuit. « Que ne m'y a-t-on pas laissé ! » déclare-t-il.

C'est là que le général Gonse est venu le chercher, aux environs du 20 octobre, pour le mettre au courant de l'affaire Esterhazy.

A ce moment, le général Gonse déclara à M. du Paty que les juifs se préparaient à ouvrir une campagne pour substituer Esterhazy à Dreyfus. Le général Gonse affirma s'être livré personnellement à une minutieuse enquête d'où était résultée pour lui la certitude de l'innocence absolue d'Esterhazy.

Le général Gonse n'avait relevé contre Esterhazy que des écarts de conduite peu sérieux, et ce sont ces écarts de conduite qui ont, seuls, motivé la décision du Conseil d'enquête mettant Esterhazy en réforme.

Donc en octobre 1897 le général Gonse n'y attachait aucune importance. « Il faut, dit-il à ce moment-là à M. du Paty, sauver quand même Esterhazy, et à tout prix.

« Il faut pour l'empêcher de se livrer à un acte irréparable, suicide ou fuite.

« Il faut pour éviter des difficultés diplomatiques qui seraient terribles, la guerre en ce moment serait désastreuse, ajoute-t-il, car les cadres de mobilisation sont en voie de réfection. Les anciens ne fonctionnent plus, les nouveaux ne sont pas prêts, l'artillerie n'est pas en état ; le 120 court étant toujours à l'étude, nous n'avons pas de canons.

Le colonel du Paty s'incline devant ces affirmations, vivement appuyées par le colonel Henry qui se trouvait à ce moment dans le bureau du général Gonse. On décida donc de sauver Esterhazy.

Alors des rôles furent attribués, dans la comédie qui commençait, à Gribelin, à M. Pauffin de Saint-Morel, à M. du Paty. Et M. du Paty ne refusa pas celui qui lui était assigné.

Le colonel du Paty agit alors auprès d'Esterhazy qu'il ne connaissait pas, qu'il n'avait vu qu'une fois, il y a dix-huit ans, en Algérie, avant de le retrouver à Mont-sur-Laus. Du reste, Esterhazy a reconnu lui-même qu'il n'avait entrevu le colonel qu'en Algérie.

M. du Paty insiste sur ce fait, qu'il accepte la responsabilité de tout ce qu'il

a fait à cette époque pour sauver Esterhazy, mais il affirme qu'il n'a jamais agi que par ordre.

M. du Paty reconnaît avoir donné à Esterhazy le canevas de l'article *Dixi*. M. du Paty reconnaît avoir donné le canevas des lettres qu'il fallait écrire au Président de la République, — et c'est à la suite d'une conférence avec le général Gonse, celui-ci autorisé et couvert par le général de Boisdeffre, qu'il fut décidé qu'Esterhazy adresserait à M. Félix Faure les lettres que lui dicterait M. du Paty.

Quant aux dépêches *Speranza* et *Blanche*, M. du Paty nie qu'il les ait conseillées ou adressées.

Il affirme de même que ce n'est point lui qui aurait remis à Esterhazy le document libérateur.

« C'est une grande indignité, déclare-t-il, de lui avoir attribué tous les incidents de cette affaire. Oubliez-vous qu'Henry et Esterhazy avaient un chiffre pour communiquer ? Oubliez-vous que l'intermédiaire habituel entre Henry et Esterhazy, c'était Guénée ?

A partir du 16 novembre, défense fut faite par le général de Boisdeffre lui-même à M. du Paty de Clam de travailler désormais directement avec Esterhazy.

M. du Paty reçut l'ordre de n'agir désormais que par intermédiaire. Il obéit à cette nouvelle injonction de son grand chef, et c'est à partir de ce jour qu'il s'aboucha, non plus avec Esterhazy, mais avec son avocat, M^e Tézenas.

Après le procès Zola, le colonel du Paty ne fut plus mêlé à rien, affirme-t-il.

Comme il avait exprimé des doutes sur l'authenticité de la pièce produite par le général de Pellieux, il fut tenu à l'écart et même dans une véritable suspicion.

M. Cavaignac arriva ensuite au ministère de la guerre, le 28 juin 1898, et là se passa l'événement le plus important, aux yeux du témoin.

Le colonel du Paty pensa alors, en effet, qu'il était de son devoir d'aviser son parent que la pièce Pellieux — celle qui sera plus tard le faux Henry — lui paraissait une pièce forgée.

L'audience sollicitée par le colonel du Paty lui fut d'abord refusée par M. Cavaignac.

Le colonel du Paty insista. Enfin, quelques jours avant l'interpellation Castelin, il fut reçu par le ministre de la guerre.

Il essaya alors de lui démontrer, non seulement que la pièce Pellieux était un faux, mais qu'il avait aussi des doutes sur d'autres pièces faisant partie du dossier secret. M. Cavaignac lui répondit : « de se mêler de ses affaires ».

Et le 7 juillet le ministre produisit à la tribune de la Chambre des députés les faux Henry et les autres pièces dont l'authenticité avait été suspectée par le colonel du Paty.

Cette affirmation du colonel du Paty de Clam, formellement produite et répétée, a produit une telle émotion que le témoin, effrayé, a demandé à supprimer, dans la déposition qu'il a signée, le passage relatif à sa conversation avec M. Cavaignac.

La Cour lui a donné acte de ce désir, et après avoir enregistré sa déclaration, elle a décidé de passer ce détail spécial sous silence dans le procès-verbal.

Après cet incident, deux questions encore ont été posées à M. du Paty de Clam par deux conseillers différents : « A qui se rapporterait, selon M. le colonel du Paty de Clam, l'apostrophe de Henry dans sa lettre à sa femme : *Tu sais dans l'intérêt de qui j'ai agi* ?

M. du Paty de Clam répond : *Henry faisait évidemment allusion au général Mercier*.

Un autre conseiller demanda : « A qui pouvait penser Henry en s'écriant après son arrestation : *Ah ! les misérables, ils m'ont perdu !* »

« Mais à ceux qui, à cette époque, l'ont torturé, abandonné et sacrifié, répliqua M. du Paty de Clam.

La séance, fort longue, fort importante et émuante, comme on le voit, s'est terminée par une déclaration qui a vivement impressionné les conseillers.

M. du Paty de Clam rappela qu'au moment des premières attaques dirigées contre lui il était allé se plaindre au « grand chef », dont il avait toujours scrupuleusement suivi les instructions.

« Vous avez agi en honnête homme et en loyal soldat, lui déclara le général : moi vivant, je ne permettrai pas qu'on vous touche.

« Or, a dit le colonel du Paty de Clam à la Cour de cassation, avec un sentiment de profonde tristesse, il est vivant et je suis sacrifié !

LETTRE ANNEXÉE

LE 25 MARS 1899

au dossier de la Cour de cassation

LE GÉNÉRAL GUERRIER

à M. le premier président de la Cour de cassation

Monsieur le premier président, La déposition que j'ai faite le commandant Esterhazy, mon ancien subordonné, devant la Chambre criminelle, étant, en ce qui me concerne, un tissu d'inexactitudes où le faux est assez habilement entremêlé avec le vrai pour que la vérité disparaisse, ou bien y soit tout au moins noyée, j'ai l'honneur de vous demander à être entendu de nouveau par la Cour, ou bien que la présente lettre soit annexée à ma déposition.

J'indique d'abord sommairement les trois points principaux que j'ai à rectifier, j'y joindrai ensuite les développements détaillés qui éclaireront complètement la Cour.

1^{er} POINT : J'aurais donné au commandant Esterhazy des notes élogieuses à la dernière inspection générale : c'est faux. Mes dernières notes qui datent de mai 1897 sont mauvaises ; j'en fournis la copie ci-contre (annexe n° 1).

2^e POINT : La prétendue pièce justificative de la citation à l'ordre de l'armée (ordre du régiment, signé : Carcanade) est un document sans valeur et aurait dû être annulé ayant été établi par une autorité qui n'avait pas qualité pour le faire et a, dans cette circonstance, outrepassé ses pouvoirs.

En outre, le document original a été tronqué et falsifié pour les besoins de la cause : le nom de la ville où l'ordre a paru, *Cholet*, a été supprimé et la date en a été changée ; j'expliquerai pourquoi.

3^e POINT : Le réquisitoire de M. l'avocat général dans le procès Zola sur le quel s'appuie le commandant Esterhazy énonce deux faits relatifs à l'inscription de cette citation : *tous les deux sont inexacts* ! L'honorable organe du ministère public a été imparfaitement renseigné.

Il n'existe pas plusieurs feuillets dans l'ordre des services, mais un seul, une inscription doit ou ne doit pas figurer sur ce feuillet.

2^e Le document ne figurait avant le mois d'avril 1897, date à laquelle la question a été tranchée, ni dans les *folios du personnel*, ni dans les *pièces d'archives*. J'en fournis la preuve matérielle dans les pièces annexées ci-contre, notamment dans une lettre du commandant Esterhazy lui-même (pièce n° 3).

PREMIER POINT

Les notes élogieuses que j'ai données au commandant en 1897 ont été établies au mois de mai, c'est-à-dire sept mois après que j'avais pris le commandement de la brigade, *à ma première inspection* ; j'ai confirmé alors les notes données par mon prédécesseur, ce qui était correct et naturel ne connaissant pas encore à fond le personnel. Mais j'ai noté aussi, une année après, en mai 1897, le commandant qui est resté sous mes ordres jusqu'en juillet 1897 et cela d'une manière toute différente ; vous en trouverez la preuve dans la pièce annexe n° 1.

Je sais très bien que, par une habileté qui reste pour moi inexplicable, ce sont les notes de la feuille d'inspection établie en mai 1896, portant encore mention de la citation à l'ordre de l'armée, qui ont été publiées et même produites devant le Conseil de guerre de janvier 1898, mais cela n'empêche pas qu'il y en ait eu d'autres postérieures d'une année.

L'absence momentanée du commandant E. au moment de l'inspection de 1897 n'a empêché aucun de ses chefs de porter une appréciation sur son compte. Je ne puis donner que les miennes, mais il serait facile à la Cour de prendre connaissance des autres si cela l'intéressait.

DEUXIÈME POINT

La pièce justificative de la citation : l'ordre du régiment signé : Carcanade, est présenté comme daté du 1^{er} septembre 1881. En réalité, il est d'une autre date, le 14 septembre. Cet ordre a été fait à Cholet, par le colonel commandant la portion principale du 43^e qui était détaché au bataillon auquel appartenait le capitaine Esterhazy, pour constituer le 1^{er} régiment de marche placé sous les ordres du lieutenant-colonel Corréard et envoyé en Tunisie. C'est ce dernier seul qui avait qualité pour faire paraître un ordre de régiment ou pouvaient être signalés ceux qui se seraient particulièrement distingués. Le lieutenant-colonel l'a fait cet ordre, il est daté d'Hammam-Lif, le 31 août 1881, il est un peu long, je ne le citerai pas tout entier, mais vous en trouverez la fin à la pièce annexe n° 2, qui est précisément la partie relative aux citations ; vous pourrez y constater qu'aucun officier de cette colonne n'a été cité à l'ordre du régiment, *à fortiori* ni à l'ordre de la brigade, ni de la division et encore moins du corps expéditionnaire. Ce dernier seul aurait pu constituer une citation à l'ordre de l'armée devant figurer sur l'état des services.

J'appelle votre attention sur la date de l'ordre du lieutenant-colonel Corréard, le 31 août 1881 ; l'engagement s'était terminé le 30 : c'est à peine si le rapport officiel pouvait être parvenu à Tunis le 1^{er} septembre, date que le commandant E. assigne à l'ordre signé : Carcanade ; il est bien évident qu'à Cholet on n'avait à cette date aucun élément d'appréciation.

Mais en supprimant le nom de la ville de Cholet, en donnant la date du 1^{er} septembre qui est le surlendemain du combat, le lecteur superficiel a pu s'y laisser prendre et croire l'ordre paru en Tunisie. J'ai dit que ce document, même non altéré, était sans valeur. Voici pourquoi : Comment admettre qu'un colonel qui est tranquillement à Cholet pendant que son bataillon détaché opère sur le champ de bataille, sous les ordres d'un autre chef de corps, le lieutenant-colonel commandant le régiment de marche, puisse avoir le droit de distribuer l'éloge ou le blâme à des militaires qui sont sous-traités à son commandement, *il est et doit rester étranger* aux propositions pour faits de guerre dont ils peuvent être l'objet. Son rôle se borne, comme président du conseil d'administration, à envoyer les effets d'habillement et d'équipement qui manquent au bataillon portant le numéro de son régiment ; comme colonel, il désigne le personnel des renforts s'il y a lieu.

Dans les explications qu'il a fournies, le 7 septembre 1896, le commandant E. n'en a pas moins soutenu que l'ordre qu'il avait été cité *avait paru en Tunisie*, à Laghouan ou à Zahr (lettre du commandant E. n° 2 et 3).

TROISIÈME POINT

M. l'avocat-général qui occupait le siège du ministère public dans le procès Zola s'exprime ainsi :

Il y a un règlement de 1889 et un décret de 1895 qui disent que l'ordre du régiment doit pas figurer sur tel feuillet déterminé des états de services, que ce feuillet déterminé est réservé à l'ordre de l'armée ; or, ceci n'était qu'un ordre du régiment, mais il figure dans les notes, c'est tout ce qui nous importait.

Cet honorable magistrat ignore, et a relevé des états de services, comme la feuille de notes de l'inspection générale ne comporte qu'une seule feuille simple, l'inscription en question peut y figurer régulièrement si elle est justifiée, au cas contraire elle est annulée et supprimée et non reportée sur un autre feuillet imaginaire (voir la pièce annexe n° 4), c'est la copie de la décision annulant la citation.

D'autre part, la seconde affirmation « mais il figure dans les notes » est démentie formellement par la correspondance échangée entre le colonel et le général de brigade (n° 5), ce dernier a réclamé inutilement ce document, verbalement et par écrit, pendant plus de six mois.

Le commandant, qui savait très bien quelle serait la conséquence de sa production, alléguait qu'il le possédait à la campagne, qu'il le chercherait et le produirait... Poussé dans ses derniers retranchements, il le donne le 26 avril 1897 et, le 30 avril 1897, la citation est annulée. (Voir la pièce n° 3, lettre du commandant E. en date du 7 septembre 1896, paragraphe n° 1.)

Veillez agréer, monsieur le premier président, l'expression de mes sentiments très respectueux.

Signé : GUERRIER.

Paris, le 9 mars 1899.

PIÈCES ANNEXES

ANNEXE N° 1

Extrait de la feuille de notes d'inspection de 1897.

N'a pas fait de service depuis les dernières manœuvres, laisse à désirer au point de vue de sa vie privée ; a été, d'autre part, l'objet de plusieurs réclamations ; va être mis en non activité pour infirmités temporaires en attendant la retraite.

Signé : GUERRIER.

ANNEXE N° 2

Ordre n° 3

« Quelque désir que puisse avoir le lieutenant-colonel il lui est impossible de signaler tous les noms et tous les faits qui méritent d'être. Il se contente d'adresser ses félicitations à tous : officiers, sous-officiers et soldats, pour les solides qualités militaires dont ils viennent de faire preuve.

L'ennemi a chèrement payé son audace et son obstination, en laissant à quelques mètres de nos faisceaux, un drapeau devant la 2^e compagnie du 135^e et d'assez nombreux cadavres pour que nous soyons fondés à croire que ceux qui l'ont saisi, selon son habitude, joints à ses blessés, élèvent ses pertes à un chiffre considérable.

Le lieutenant-colonel commandant le 1^{er} régiment de marche.

Signé : CORRÉARD.

Hammam-Lif, le 31 août 1881.

ANNEXE N° 3

Extrait de la lettre du commandant Esterhazy du 7 septembre 1896 au colonel du 74^e.

« I. C'est tout là, à peut-être quelques différences d'expressions près, bien que beaucoup trop élogieuses pour le peu que j'ai fait, les termes du rapport officiel, je vous en donne ma parole : je pense du reste pouvoir très prochainement en mettre le texte sous vos yeux. Je dois en avoir à la campagne une copie conforme au texte original.

« II. C'est à la suite de ce rapport que parut en Tunisie au moment où nous étions au Laghouan ou au Zahr l'ordre où j'étais nommé.

ANNEXE N° 4

27 avril 1897. N° 533. P. C.

Transmission à la division d'une lettre n° 27 G du 26 avril 1897, du colonel du 74^e au sujet de la rectification des états de services du commandant Esterhazy.

30 avril 1897. Le général commandant le 3^e corps d'armée écrit ce qui suit au général commandant la 5^e division (n° 138) :

Par bordereau n° 582 C. A., en date du 27 avril courant, vous m'avez transmis un dossier relatif à une citation à l'ordre de l'armée qui figure sur les états de services de M. le commandant Esterhazy, du 74^e ; cette citation n'étant pas portée à l'ordre du corps expéditionnaire de Tunisie n'est pas conforme au règlement.

litaires du Mont-Valérien. Il était accompagné du général Deloye, directeur de l'artillerie au ministère de la guerre, et du général Pamard, son chef de cabinet. M. de Freycinet a assisté, dans les fossés du fort, au tir de la nouvelle pièce de campagne. Il a visité ensuite l'école de télégraphie militaire, où les expériences de télégraphie sans fils l'ont vivement intéressé.

Un détail au sujet de M. Ballot-Beaupré, qui est plus que jamais l'homme du jour.

L'honorable rapporteur de l'affaire Dreyfus fait depuis plusieurs années partie du jury pour l'aggrégation de droit. Il représentait jusqu'ici, dans ce jury, la Cour de cassation à titre de conseiller et en raison de sa haute science juridique. Tous les agrégés reçus dans ces dernières années ont passé devant lui et se louent de son impartialité en même temps que de sa large compétence.

Il reste à savoir si, maintenant qu'il est devenu président de la Chambre civile, M. Ballot-Beaupré pourra continuer à faire partie du jury d'aggrégation.

Autre détail, celui-là, plus intime : M. Ballot-Beaupré est un « whisteur » des plus exercés ; en outre, il a été un des premiers Français à jouer la *bridge* et de whist connue sous le nom de *bridge* et qui est une forme plus compliquée de ce jeu. M. Ballot-Beaupré a une véritable passion pour ce jeu dans la pratique duquel il est devenu un véritable maître, et qui constitue pour lui une diversion aisante à ses travaux juridiques si ardu de la journée.

L'annonce, peut-être prématurée, d'un Consistoire pour le mois dans lequel nous venons d'entrer a donné naissance à nombre d'informations aussi tendancieuses qu'inexactes relativement au prochain mouvement épiscopal.

On a dit, entre autres choses, que Mgr Fuzet, évêque de Beauvais, serait certainement transféré à l'archevêché d'Albi. Il est certain, au contraire, que Mgr Fuzet restera à Beauvais, qu'il ne demande d'ailleurs pas à quitter.

En somme, le gouvernement ne s'est pas encore occupé de pourvoir aux sièges vacants. Aucune négociation n'a été engagée dans ce but, et l'on attendra vraisemblablement, pour ouvrir les pourparlers d'usage, que la date du futur Consistoire ait été officiellement fixée.

Démotions, d'autre part, le bruit d'après lequel Mgr Mathieu, archevêque de Toulouse, serait nommé à bref délai cardinal de Curie. Mgr Mathieu n'est point candidat au cardinalat de Curie, et il y a toutes sortes de bonnes raisons pour qu'un poste qui l'obligerait à résider à Rome ne le tente pas.

La princesse Ouroussoff possède un danois superbe qui fait l'admiration de tous.

Hier on pouvait voir ce superbe danois sur le boulevard Montmartre. Reutlinger venait de le photographier, tout comme un grand personnage !

M. Edouard Montagne, le zélé délégué de la Société des Gens de lettres, vient de succomber à la douleur que lui avait causée la mort de son fils qui a été, on s'en souvient, dévoré par un tigre dans l'Inde française. Il venait d'entrer dans sa soixante-dixième année.

Fils d'un maître de pension, il entra de bonne heure à l'Assistance publique, écrivant en ses heures de loisir de nombreuses pièces qui furent jouées à l'Ambigu, au Palais-Royal, à l'Opéra-Comique, ou des romans et ouvrages documentaires qui eurent de nombreuses éditions.

Cela ne l'empêcha point d'être nommé successivement économiste, puis directeur de trois hôpitaux.

Mis à la retraite en 1877, il fut, en raison de ses hautes qualités administratives, élu délégué de la Société des Gens de lettres. Chaque année, il était réélu. Quand, il y a un mois, le nouveau président, M. Marcel Prévost, lui annonça qu'il était encore, c'est en pleurant qu'il remercia ses camarades, leur annonçant que, brisé par la douleur et par l'âge, il ne solliciterait plus le renouvellement de son mandat.

Le lendemain il se mettait au lit et ne s'est point relevé.

Son testament a vivement attristé ses amis. Montagne y demande qu'on n'en voie point de faire-part, qu'il y ait à ses obsèques que les seuls membres de sa famille, et qu'on ne dépose sur sa bière ni couronnes, ni fleurs. Pour être sûr que son convoi ne soit suivi d'aucun étranger, il a fixé lui-même l'enterrement à huit heures du matin.

Montagne sera longtemps regretté à la Société des Gens de lettres pour laquelle il a toujours eu un dévouement sans bornes.

Passant hier rue Alphonse-de-Neuville, nous avons pour la forme pris des nouvelles d'Edmond Rostand que l'on disait gravement malade... à Marseille !

— Marseille ? nous a répondu en s'esclaffant la Toine de ce malade imaginaire. Marseille !... C'est apparemment quelqu'un de Marseille qui aura fait courir ce bruit... Monsieur est pour l'instant à bicyclette, cherchant une villa d'été au fond de Neuilly. Si monsieur veut s'asseoir ?... Il ne peut tarder... à moins qu'il ne lui prenne l'envie de rentrer de Neuilly par Marseille avant le déjeuner !...

Les amis de M. Rostand n'ont donc pas à s'inquiéter.

Le capitaine Henri Gouraud, à qui est due la capture de Samory, vient de rentrer en France.

Il est depuis quelques jours à Paris, où il est descendu rue du Bac, chez son père, le docteur Gouraud, médecin de l'hôpital de la Charité.

Le capitaine Gouraud sera reçu vendredi prochain à la Société de géographie et il a promis de faire, dans la grande salle des conférences de la Société, un récit détaillé de la campagne à laquelle il a pris part au Soudan, et notamment de l'incident qui l'a terminée, c'est-à-dire de la capture de Samory, le 29 septembre 1898. Son récit sera accompagné de projections à la lumière oxydrique par M. Molteni.

On suivra avec lui la colonne dans le bassin de la Volta autour de Kong et de Sikasso, au Mossi et au Gourounsi, enfin à Guélemou, où fut surpris et capturé Samory.

La soirée de gala organisée par la Réunion hippique militaire a lieu ce soir au Nouveau Cirque.

Le Président de la République y sera représenté par le commandant Meaux-Saint-Marc ; le ministre de la guerre par son chef de cabinet, le général Pamard ; le ministre de la marine et le gouverneur militaire de Paris, par des officiers de leurs états-majors.

Citons, parmi les titulaires de loges : le ministre de l'intérieur ; les généraux de Kermadec, Favrot de Kerbrech, Millet, Gossard, de Lanouvelle ; le préfet de police ; la Société hippique française ; MM. de Rothschild, Cailleton, etc.

Au programme figurent, outre l'assaut annoncé entre l'adjudant Berrérol et Ad. Rouleau, un assaut entre le sergent Rossignol, du Cercle militaire, et le maître Borgès ; et de nombreux numéros équestres : Thérèse Renz, montant ses quatre chevaux ; le professeur Calmette ; un combat entre un fantassin et un cavalier, etc.

C'est aujourd'hui que s'ouvre à la Galerie Georges Petit l'exposition des tableaux de la collection de feu le comte Armand Doria. Il se dégage de cette exposition une sensation d'art magnifiquement élevée ; les cimaises débordent de chefs-d'œuvre.

Demain, exposition publique ; jeudi 4 mai, première vacation.

Nouvelles à la Main

Une dame un peu mûre disait hier en minaudant à Taupin :

— Si vous visitez le Salon, j'espère que vous ne manquerez pas d'aller voir mon portrait ; vous verrez comme c'est bien moi.

— A quel âge ?

Le Masque de Fer.

CHEZ M. GEORGE DURUY

A l'occasion du récent incident de l'Ecole polytechnique, un de nos rédacteurs s'est rendu chez M. George Duruy pour lui poser quelques questions.

— Est-il vrai que la manifestation dirigée contre vous va faire l'objet d'une question au ministre de la guerre ?

— J'espère bien qu'on va laisser l'Ecole régler tranquillement et paternellement cette petite affaire en famille. Certains journaux ont déjà fait tout ce qu'ils ont pu pour compromettre mes élèves, en présentant de l'incident la relation amplifiée et mensongère que j'ai dû rectifier. Je suppose que les hommes politiques seront assez raisonnables pour ne pas imiter ces journaux.

— Que pensez-vous de la suspension de votre cours ?

— J'en pense que la mesure a été prise par le ministre dans la plénitude de son droit et que je n'ai par conséquent pas à discuter cette mesure. Je m'indigne... Personnellement, elle m'est désagréable ; mais elle me met dans une position fautive... J'ai l'air d'avoir reçu de mes chefs un blâme — qui ne m'a pas été infligé et qui ne pouvait pas l'être.

— En exprimant, comme je l'ai fait, en dehors de mon enseignement, mon opinion sur une affaire qui touche aux plus essentiels intérêts de mon pays, je n'ai fait qu'user du droit de tout citoyen d'un pays libre.

— Certains objectent à cela : Mais vous appartenez à une Ecole militaire et il aurait donc mieux valu vous taire...

— Ah ! vraiment, parce qu'on appartient à une Ecole militaire, on n'a plus le droit de frémir d'indignation et de douleur à la vue des canailleries que des officiers eux-mêmes, comme le capitaine Guignot, par exemple, nous révèlent ! On n'a pas le droit de protester, au nom même de l'honneur de l'armée, contre de pareilles infamies ! Il faut supporter paisiblement cette effroyable honte !... Jamais ! jamais !

— Il faut que le pays, abominablement trompé, sache qu'il y a encore des consciences que ces turpitudes soulèvent... Et s'il n'y en avait plus, de ces consciences-là, ce serait signe que la France est morte.

— Vous avez dit, dans la lettre que le *Figaro* a reproduite avant-hier, que la manifestation avait été conseillée par un journal...

— Oui, et le plus beau de l'affaire est que le journal en question, qui déclarait à mes élèves que « le silence devenait une trahison », a pour principal rédacteur un homme à qui le rôle qu'il a joué au temps de la Commune a valu d'être fait un tour à la Nouvelle-Calédonie.

— Voilà donc où nous en sommes. Un gaillard qui, en 1871, encourageait les fédérés à causer nos soldats — parmi lesquels combattait un de mes frères, décoré de la médaille militaire pour sa conduite à Wissembourg et revenu de captivité pour s'engager dans les tirailleurs de Seine-et-Oise contre la Commune — ce gaillard-là, devenu défenseur officiel de l'honneur de l'armée, excite à la rébellion contre un de leurs professeurs de jeunes soldats, officiers demain... Et mes élèves, qui savent que mon enseignement n'est qu'un long cri d'amour pour la France, qui savent que je ne leur ai jamais parlé de cette armée — que j'ai tant de raisons pour aimer ! — qu'avec tendresse, qu'avec pitié, mes élèves ont écouté les conseils de cet homme !

— Quelle douleur de vivre en un pareil temps, de voir que les misérables impôtiers, les débauchés de patriotisme pour caméléons qui sont aujourd'hui les directeurs de conscience d'une partie de la nation, ont empoisonné jusqu'à l'âme généreuse de notre jeunesse !... Mais soyez tranquille : je vous jure bien que nous la leur reprendrons !... C'est la tâche de demain. Et nous nous y préparons, comme à une œuvre de salut public pour la patrie !

— Vous avez indiqué dans votre lettre que les promoteurs de la manifestation étaient des élèves de la rue des Postes.

— Je n'ai fait que répéter ce qui avait été dit deux jours auparavant dans le *Radical*. L'information du *Radical* avait un caractère de précision qui — ne fût-ce que par certains mots d'argot polytechnicien employés — prouvait qu'elle était indubitablement de source polytechnicienne.

— Mes informations personnelles confirment absolument ce renseignement. Et malgré cela, j'estime aujourd'hui que j'ai eu tort de céder à ce premier mouve-

ment d'humeur contre la rue des Postes... Le libéral impatient, que ces jeunes fous n'ont pas encore débassés tout à fait de sa chimère de tolérance, ne connaît, ne connaît jamais ni « postards », ni libéraux, ni protestants, ni juifs parmi ses élèves.

« Je n'ai jamais vu en eux que de jeunes Français, que la Patrie m'a confiés, avec la mission de donner par mon enseignement une forte trempe d'honneur, de vaillance, d'abnégation, de patriotisme éclairé à leurs âmes... »

« J'y travaille de mon mieux, et depuis sept ans je me suis voué tout entier à cette tâche si belle. Pour eux, j'avais tout abandonné, travaux commodes, carrière et ambitions littéraires... Trois jours avant l'incident, au moment d'aborder la Réforme, je disais à leurs camarades de l'autre division que je m'exerçais d'avance auprès d'eux si j'avais le malheur de froisser, sans le vouloir, une seule de leurs consciences en traitant, comme je me proposais de le faire, avec une entière indépendance, mais avec la plus attentive modération, des sujets toujours brûlants, tels que Luther et Calvin, Ignace de Loyola, la Saint-Barthélemy... Car tel est mon stupide amour de la tolérance.

« C'était passible le vendredi. Et le lundi, j'étais hui, dans cette même Ecole — si libérale autrefois — parce que de graves doutes se sont élevés dans ma conscience sur la culpabilité de Dreyfus, ancien polytechnicien, et parce que j'ai osé exprimer publiquement ces doutes, non pas devant eux, mais dans un journal ! Peut-on concevoir une plus brutale, une plus révoltante injustice que celle-là, de la part d'élèves à l'égard de leur professeur ? Et voilà que les enseignements de la presse nationaliste ont fait d'eux... Je vous dis que c'est à pleurer de douleur !

— Savez-vous quand votre cours reprendra ?

— Je l'ignore. Il est suspendu « jusqu'à nouvel ordre ». Et comme je vous le disais tout à l'heure, je m'incline devant la décision de mon ministre, sans vouloir même lui présenter les respectueuses observations que j'ai soumises à cet égard à un autre de mes chefs...

« La seule chose que je puis vous dire, c'est que je suis inconsolable de ne pouvoir achever ce que j'avais commencé dans la division qui a manifesté contre moi.

— Quoi donc ?

— Une série de leçons sur l'Alsace. C'est une vialité que je donne tous les deux ans, à peu près, à mes élèves, au moment où ils vont quitter l'Ecole pour devenir officiers.

« Je tiens à ce qu'ils sachent comment ce coin de terre sacré fut réuni à la France, ce que fut pour l'Alsace la domination française, les raisons profondes qui ont soudé l'âme alsacienne à la nôtre, comment l'œuvre d'iniquité et de violence fut accomplie en 1871... ce qu'a été, enfin, la domination allemande dans ce même pays, depuis 1871, jusqu'à l'heure présente... »

« Ne pas achever ces leçons-là, ne pas pouvoir mettre dans leurs cantines ce titre impérieux de la France sur le morceau de la patrie qu'on nous a pris, c'est dur !

« L'autre jour, quand ils m'ont accueilli avec des hurlements, je venais — et ils le savaient, hélas ! — leur parler de la réunion de Strasbourg à la France par Louis XIV, combattre la thèse allemande qui présente cette réunion comme entachée de fraude et de violence... »

« Et je suis bien venu de dire : j'arrivais dans l'état d'esprit d'un prêtre qui va traiter quelque point de dogme essentiel... Je n'étais inquiet que d'une seule chose : c'était de savoir si je serais dignement d'être devant ces jeunes soldats l'avocat de la France, si la foi profonde qui m'animaient passerait dans ma parole et lui communiquerait la vertu de donner à ces jeunes gens l'envie de mourir pour cette cause — comme je serais prêt moi-même à mourir pour elle, si le fallait... »

« Et ils m'ont crié : Démission ! parce que l'ancien Père Duchesne de 1871 m'a dénoncé à eux comme un insulleur de l'armée — de cette armée dont il n'est pas un des miens qui n'ait porté l'uniforme pendant la guerre, — depuis le vieux père qui avait passé soixante ans, jusqu'au plus jeune fils qui en avait dix-sept à peine... Ah ! quelle blessure m'a faite ces ingrats ! On me révoque — et qu'on donne ma chaire à Millevoys ! »

Jules Gardane.

LA SITUATION

du

COLONEL PICQUART

M. Louis Havel, membre de l'Institut, nous adresse la lettre suivante :

Paris, 30 avril 1899.

Monsieur,

M. le colonel Picquart est en prison depuis le commencement de juillet. On l'accuse d'avoir fabriqué le fameux *petit bleu* — si c'est un document fabriqué — et d'avoir confié des secrets à son avocat. C'est une insinuation plus grave que celle que le commandant Guignot, qui est si renseigné, attribue à M. le colonel du Paty de Clam. Celui-ci serait l'auteur de l'article de l'*Eclair* que vous savez ; il aurait donc pris le plus compromettant des confidentiels, non pas M. Leblois, mais le public... En outre, M. Guignot impute à M. du Paty de Clam d'être un faussaire, un faux air sérieux. Entre autres choses, à l'en croire, c'est M. du Paty de Clam qui répondrait du faux Cavaignac, c'est-à-dire d'un faux incontestablement tel, d'un faux... enfin d'un faux qui n'est pas le *petit bleu*, d'un faux tout court, si vous trouvez l'expression plus claire.

Or, M. du Paty de Clam est en liberté, et le gouvernement annonce que, par défiance pour la justice, il n'empêchera personne avant l'arrêt de la Cour suprême. « Peuple, pas même lui ! »

Ne vous semble-t-il pas, en y pensant, que le colonel Picquart pourrait être mis en liberté provisoire ?

Le *Figaro* est un organe sans parti pris. Il plaide encore plus pour le *fair play* que pour la révision elle-même. Tout ce qui est sincère en France lui saute gré de la divulgation de l'enquête. Ne serait-il pas le journal le plus qualifié pour suggérer au gouvernement l'idée d'une mesure loyale ?

Croyez, monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

Louis HAVEL,

Membre de l'Institut.

Une lettre du général Galliffet

Le général Galliffet a adressé au directeur du *Journal des Débats* la lettre suivante :

Paris, le 15 avril 1899.

Monsieur le directeur, Dreyfus à l'île du Diable, Picquart poursuivi, Esterhazy en fuite, Henry mort, du Paty de Clam menacé d'un Conseil de guerre ! N'est-ce pas assez de victimes, innocentes ou coupables ?

Cependant, les ennemis de l'armée, non satisfaits encore, envoient un livre à leur haine tous les officiers, généraux ou autres, qui ont été plus ou moins mêlés à la désastreuse affaire.

Ne vaudrait-il pas mieux se décider enfin au silence ? Ne serait-il pas plus sage, plus généreux et en même temps plus patriotique, de ne pas continuer sans cesse des officiers qu'aucun Tribunal ne songera à mettre en cause ? L'armée les connaît, elle admirera qu'ils aient pu se tromper ; mais elle les sait des gens d'honneur et incapables de commettre une mauvaise action.

Devant ses électeurs, le gouvernement a dit, pour des chimères, que je lui conseillais, respectueusement, d'y renoncer, parce que personne ne croira qu'il est devenu plus ferme pour s'être, une fois, montré trop sévère.

Dans l'intérieur du pays, dans celui de l'armée, et pour arriver à la pacification des esprits, je souhaitais cet appel au bon sens. Celui qui vous l'adresse n'a pris aucune part à l'affaire et il croit aimer la France plus et mieux que ceux qui discréditent chaque jour son armée.

Veuillez croire, monsieur le directeur, à mes sentiments très distingués.

Général de GALLIFFET.

LA JOURNÉE

Mardi 2 mai

Sports : Courses à Saint-Ouen (2 h.). — Deuxième épreuve de la Coupe internationale du Cercle de la voile de Paris (midi, Meulan).

Première : A la Comédie-Parissienne, les *Apparences*.

Conseil des ministres, à l'Elysée.

Le Parlement. Négociation de la Chambre ; tirage au sort des bureaux, dépôt d'interpellations, projet sur les conditions du travail (2 h.).

Réunion de la Commission des finances du Sénat (3 h.).

Congrès : Ouverture, à l'hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente, du congrès d'ophtalmologie (4 h. du matin).

Nouveaux bâtiments du Dispensaire pour enfants et de la Maison ouvrière (4 h.). rue Clignancourt, 70 et 77.

Au Palais : La Ligue des Patriotes devant la 9^e Chambre.

Réunions : Manifestation sur la tombe de Musset (3 h.). Père-Lachaise. — Soirée de gala de la Réunion hippique militaire (8 h. 1/2, Nouveau Cirque).

La charité : Vente de bienfaisance organisée par la comtesse Nicolai (deux jours, 84, rue de Grenelle).

Concert de charité au profit de l'orphelinat anglo-américain de Neuilly (8 h., rue d'Athènes, 8).

Le Monde et la Ville

SALONS

— Très brillante soirée, dimanche, chez la princesse Mathilde. Plus de cent personnes, parmi lesquelles :

S. A. M. le duc de Paul de Mecklenbourg et la baronne de Flotow, prince et princesse Murat, princesse de Wagram, duchesse de La Tremoille, duc de Bassano, M. de Bassano, marquis de Galliffet, vicomtesse de Grouchy, baronne de Janlay, comtesse Henry Housaye, baron et baronne Brunet, Mme Carrière, comtesse et Mlle de Chevreuil, Mme de Hédra, comte et comtesse Breven de La Gardie, princesse de la Rocca, princesse Jeanne Bonaparte, Mme Henry Baignères, prince Roland Bonaparte, général d'Albion, M. de Baudouin, M. de Belahère, comtesse Gérard de Rohan-Chabot, M. de Mille, de Saint-Senoch, baronne et Mlle de Courcel, princesse et Mlle Zurlé, comtesse et Mlle de Montserant, comtesse et Mlle de Wailly, comte et Mlle Ravanne, comtesse et Mlle Deligny d'Aloisio, Mme de Souzy, Mme et Mlle de Saint-Marc Girardin, baronne et Mlle de Perthuis, comtesse de Miranville-Pargues, comtesse de Saché, comtesse de Tanlay, baronne de Michels, comtesse et Mlle de Maigret, général baron de Vaulgremont, comte de Liedekerke-Beaufort, comte d'Hautpoul, colonel de Lestapis, comte de Filly, général de Négret, colonel de Champs, général baron de Sancy de Rolland, vicomte de Reiset, marquis d'Abantès, baron de Courcel, vicomte de Villeneuve-Bargemon, comte de Bérthier, comte de Nédard, prince de Bern, comte de Vogüé, comte de Bernis, vicomte de Marsay, comte de Chalais, marquis de Chéfontaines, comte de Lévis-Mirapois, comte de Brancolin, M. de Pissot-Leroy, comte de Lacaze, pasteur de Lauriston, de Fougères, de Calhoun, comte de Saint-Seine, vicomte de Maigret, comte de L'Étoile, baron de Sancy de Sargue, etc.

— Bal blanc des plus animés, samedi dernier, chez Mme Ch. Béranger, dans ses beaux salons de l'avenue des Champs-Élysées. Reconnu dans la foule élégante :

Comtesse et Mlle de Sabran-Pontevès, baronne et Mlle de Kertangy, comtesse et Mlle d'Arberjon, Mme Cibiel, Mme et Mlle Balsan, vicomtesse de Lestrang, vicomtesse d'Hendecourt, comtesse et Mlle de Champs, comtesse et Mlle de Courcy, Mme et Mlle de Vilmoren, comtesse de Dampierre, Mme et Mlle Labouret, comtesse et Mlle de La Boutetière, vicomtesse d'Armaille, comtesse et Mlle de Lamoignon, Mlle de Belahère, comtesse Gérard de Rohan-Chabot, M. de Mille, de Saint-Senoch, baronne et Mlle de Courcel, princesse et Mlle Zurlé, comtesse et Mlle de Montserant, comtesse et Mlle de Wailly, comte et Mlle Ravanne, comtesse et Mlle Deligny d'Aloisio, Mme de Souzy, Mme et Mlle de Saint-Marc Girardin, baronne et Mlle de Perthuis, comtesse de Miranville-Pargues, comtesse de Saché, comtesse de Tanlay, baronne de Michels, comtesse et Mlle de Maigret, général baron de Vaulgremont, comte de Liedekerke-Beaufort, comte d'Hautpoul, colonel de Lestapis, comte de Filly, général de Négret, colonel de Champs, général baron de Sancy de Rolland, vicomte de Reiset, marquis d'Abantès, baron de Courcel, vicomte de Villeneuve-Bargemon, comte de Bérthier, comte de Nédard, prince de Bern, comte de Vogüé, comte de Bernis, vicomte de Marsay, comte de Chalais, marquis de Chéfontaines, comte de Lévis-Mirapois, comte de Brancolin, M. de Pissot-Leroy, comte de Lacaze, pasteur de Lauriston, de Fougères, de Calhoun, comte de Saint-Seine, vicomte de Maigret, comte de L'Étoile, baron de Sancy de Sargue, etc.

— Brillant coïtillon conduit par Mlle Béranger et M. Paul Farré. Ce s'est séparé au jour, après un souper servi par petites tables.

— Soirée très élégante et des plus réussies, chez la comtesse de Saint-Omer, rue de Peyronnet. Grand succès pour M. Hardy-Thé, le chanteur marseillais si apprécié, et pour Mlle Balthaz qui a chanté avec lui plusieurs duos. Beaucoup applaudi également, dans des poésies et des monologues, M. Jean Bataille dans ses œuvres humoristiques. Le programme était clos par une charmante fantaisie 1830 : *Ma Chère âme*, jouée par M. Jean Bataille et Mlle Faury en costume du temps.

— Dîner suivi de réception, jeudi dernier, chez Mme P.-O. Fazende, dans ses appartements de la rue de Longchamps, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de sa nièce, Mlle Magda Chalaron, avec M. Etienne Muller. Parmi les convives :

L'ambassadeur des États-Unis et Mme Porter, comte et comtesse de Franceville, marquis de Villeneuve-Bargemon, M. de Chateaufort, M. de Mille, de Saint-Senoch, baronne et Mlle de Courcel, vicomte de Villeneuve-Bargemon, comte de Bérthier, comte de Nédard, prince de Bern, comte de Vogüé, comte de Bernis, vicomte de Marsay, comte de Chalais, marquis de Chéfontaines, comte de Lévis-Mirapois, comte de Brancolin, M. de Pissot-Leroy, comte de Lacaze, pasteur de Lauriston, de Fougères, de Calhoun, comte de Saint-Seine, vicomte de Maigret, comte de L'Étoile, baron de Sancy de Sargue, etc.

— Dîner suivi de réception, jeudi dernier, chez Mme P.-O. Fazende, dans ses appartements de la rue de Longchamps, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de sa nièce, Mlle Magda Chalaron, avec M. Etienne Muller. Parmi les convives :

L'ambassadeur des États-Unis et Mme Porter, comte et comtesse de Franceville, marquis de Villeneuve-Bargemon, M. de Chateaufort, M. de Mille, de Saint-Senoch, baronne et Mlle de Courcel, vicomte de Villeneuve-Bargemon, comte de Bérthier, comte de Nédard, prince de Bern, comte de Vogüé, comte de Bernis, vicomte de Marsay, comte de Chalais, marquis de Chéfontaines, comte de Lévis-Mirapois, comte de Brancolin, M. de Pissot-Leroy, comte de Lacaze, pasteur de Lauriston, de Fougères, de Calhoun, comte de Saint-Seine, vicomte de Maigret, comte de L'Étoile, baron de Sancy de Sargue, etc.

— Dîner suivi de réception, jeudi dernier, chez Mme P.-O. Fazende, dans ses appartements de la rue de Longchamps, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de sa nièce, Mlle Magda Chalaron, avec M. Etienne Muller. Parmi les convives :

L'ambassadeur des États-Unis et Mme Porter, comte et comtesse de Franceville, marquis de Villeneuve-Bargemon, M. de Chateaufort, M. de Mille, de Saint-Senoch, baronne et Mlle de Courcel, vicomte de Villeneuve-Bargemon, comte de Bérthier, comte de Nédard, prince de Bern, comte de Vogüé, comte de Bernis, vicomte de Marsay, comte de Chalais, marquis de Chéfontaines, comte de Lévis-Mirapois, comte de Brancolin, M. de Pissot-Leroy, comte de Lacaze, pasteur de Lauriston, de Fougères, de Calhoun, comte de Saint-Seine, vicomte de Maigret, comte de L'Étoile, baron de Sancy de Sargue, etc.

— Dîner suivi de réception, jeudi dernier, chez Mme P.-O. Fazende, dans ses appartements de la rue de Longchamps, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de sa nièce, Mlle Magda Chalaron, avec M. Etienne Muller. Parmi les convives :

L'ambassadeur des États-Unis et Mme Porter, comte et comtesse de Franceville, marquis de Villeneuve-Bargemon, M. de Chateaufort, M. de Mille, de Saint-Senoch, baronne et Mlle de Courcel, vicomte de Villeneuve-Bargemon, comte de Bérthier, comte de Nédard, prince de Bern, comte de Vogüé, comte de Bernis, vicomte de Marsay, comte de Chalais, marquis de Chéfontaines, comte de Lévis-Mirapois, comte de Brancolin, M. de Pissot-Leroy, comte de Lacaze, pasteur de Lauriston, de Fougères, de Calhoun, comte de Saint-Seine, vicomte de Maigret, comte de L'Étoile, baron de Sancy de Sargue, etc.

— Dîner suivi de réception, jeudi dernier, chez Mme P.-O. Fazende, dans ses appartements de la rue de Longchamps, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de sa nièce, Mlle Magda Chalaron, avec M. Etienne Muller. Parmi les convives :

L'ambassadeur des États-Unis et Mme Porter, comte et comtesse de Franceville, marquis de Villeneuve-Bargemon, M. de Chateaufort, M. de Mille, de Saint-Senoch, baronne et Mlle de Courcel, vicomte de Villeneuve-Bargemon, comte de Bérthier, comte de Nédard, prince de Bern, comte de Vogüé, comte de Bernis, vicomte de Marsay, comte de Chalais, marquis de Chéfontaines, comte de Lévis-Mirapois, comte de Brancolin, M. de Pissot-Leroy, comte de Lacaze, pasteur de Lauriston, de Fougères, de Calhoun, comte de Saint-Seine, vicomte de Ma

vacances par moitié entre son père et sa mère.

Son mari s'y trouvait. Des explications furent échangées entre les deux époux. La discussion dégénéra. Le capitaine est irascible, avons-nous dit. Il bouscula un peu vivement le beau-père et celle qui le considère maintenant, dit-il, comme une étrangère; et, c'est pour répondre de ces voies de fait qu'il comparait devant la 10^e Chambre correctionnelle, présidée par M. Duchaufour.

M. Paixent se portait partie civile au nom de M. Levasseur et de sa fille. C'est à M. Michel Pelletier que M. Boudland avait confié sa défense.

Aux allégations de Mme Boudland qui nous montre son mari comme joueur, débâché, dépensant l'argent du ménage avec des maîtresses dans des lieux mal famés, le capitaine riposte que des sommes importantes ont été dissipées pendant son absence en joyeuses fêtes avec des amis.

M. Michel Pelletier lit plusieurs lettres trouvées en la possession de Mme Boudland et qui fournissent des indications non douteuses sur sa fidélité conjugale :

Petit Mimi, écrit M. X... je voudrais bien t'embrasser comme je l'ai fait et te taquiner un peu, surtout te mordre, te pincer, te tirer les cheveux, t'égayer, te casser les dents au besoin et manger ton petit cœur qui doit être bien bon, mignonne.

Hein ? La bonne nature que je suis !

Un autre... ami est plus solennel :

L'amour, ma bien chérie, dit-il, pour atteindre son apogée, doit passer par le creuset de la souffrance. Je ne puis me figurer que tu es réellement partie. Après un mois de vieillesse étouffante, la séparation serait bien dure, non aimée. On n'a pas cessé de vanter tes qualités, tes charmes que je connais mieux que personne. Je te connais trop pour n'avoir pas une confiance absolue en toi !

Très blonde, élancée, de grands yeux glauques énigmatiques, les lèvres trop rouges sur des dents bloussantes, Mme Boudland hausse imperceptiblement les épaules et sourit, en entendant cette lecture.

Après une courte délibération, le Tribunal a prononcé l'acquiescement du capitaine Boudland qui est sorti du prétoire, au milieu de la sympathie générale.

M. Papillaud, rédacteur à la *Libre Parole*, et le gérant, M. Millot, sont poursuivis pour diffamation envers M. Joseph Fabre, sénateur.

L'affaire viendra le 10 mai devant la Cour d'assises de la Seine présidée par M. le conseiller de Baudesson.

C'est M. l'avocat-général Lombard qui prononcera la réquisitoire; M. Joseph Ménard défendra les prévenus.

M. Papillaud a signifié hier au Parquet les noms de ses témoins. Il y en a quatre cents, dont trois cents sénateurs.

En voilà pour combien d'audiences ?

George Grippo.

LES ONGLES DE NAPOLEON

Le prince de Joinville, qui présida à l'exhumation du corps de Napoléon, constata que les bottes de l'empereur étaient défectueuses par les ongles qui avaient poussé; qu'il avait une barbe assez longue et des cheveux abondants, alors qu'à sa mort il était rasé de la veule et complètement chauve.

Ce fait historique prouve ce que je disais dans l'étude que j'ai consacrée dernièrement à la mort de Napoléon, que la science en ce qui concerne le repasse, la coupe, le savoir que leur perte n'est jamais définitive. Les cheveux peuvent pousser sous l'empire d'un mal quelconque, mais le follicule producteur, qui, lui, engendre la racine, ne meurt pas pour cela. Il reste toujours vivant, même après la mort de l'individu, et il suffit de lui appliquer l'agent thérapeutique qui lui convient pour qu'il repousse à sa faculté d'origine, se réveille, pour que la racine se reforme, se développe, grandisse et pousse des cheveux abondants au-dessus du cuir chevelu.

J'ai relaté les résultats étonnants obtenus par l'emploi du chlorhydrate de Pilocarpine et de la Sève capillaire du professeur Busch. Ce qui caractérise la sève capillaire, c'est qu'elle est modeste, que sa sève capillaire, admirable synthèse des plus récents progrès de la science, forme précisément un agent thérapeutique complet s'appliquant à tous les cas.

Chaque substance entrant dans sa composition a un rôle spécial à remplir. Les uns déversent le cuir chevelu des organismes microbiens qui ont pu s'y introduire, fortifiant et régénérant le bulbe; les autres désagrègent, désassocient, font disparaître les particules farineuses ou grasses qui obstruent les racines et les amènent.

Toutes s'appuient, se complètent, et c'est ainsi que la sève capillaire du professeur Busch arrive à faire pousser les cheveux des vieillards qui, depuis vingt ans, n'en avaient plus un seul; à regagner, en moins d'un mois souvent, des têtes et des barbes rongées par les pellicules, ravagées par la sécheresse, grasse ou squameuse, l'herpès tonsurant, la pelade, le psoriasis et toute la séquelle des maladies microbiennes, constitutionnelles ou héréditaires.

Un lecteur a bien voulu me signaler, cette semaine, le fait vraiment extraordinaire d'un vieillard de 74 ans, le commandant L. Verne, rue de Flandre.

Depuis quatorze ans qu'il habite la même maison, ses voisins le tenaient pour un des plus beaux chauves de la capitale. Il a retrouvé cependant, en sept semaines exactement, avec deux flacons de la Sève capillaire Busch, une chevelure plus fournie — il me l'a déclaré lui-même — que celle qu'il avait à 25 ans.

Ce fait va faire l'objet d'un rapport à l'Académie des sciences. Si extraordinaire qu'il paraît, il n'est cependant pas exceptionnel. Les albums qui sont à la disposition de tout le monde dans le laboratoire du professeur Busch, à Paris, 40, rue des Bons-Enfants, contiennent plusieurs milliers de lettres de remerciements, d'attestations de personnes connues, d'homologues d'ailleurs, constatant des résultats pareils.

J'engage donc tous ceux de mes lecteurs auxquels la Sève capillaire Busch peut être utile, à aller le voir ou à lui écrire en lui donnant le plus de détails possible. Par le retour du courrier, et gratuitement, le professeur Busch leur donnera le moyen de retrouver une crinière à faire pâlir de jalouse Absalon.

Docteur H. MARCELIN.

Informations

A l'Élysée. — Le Président de la République a reçu, hier matin, MM. Camille Sée, conseiller d'Etat; les généraux Deloye et Solard; Jussier, ministre de France à Copenhague; Bourcier, ministre plénipotentiaire; Delcours, premier président de la Cour d'appel de Bordeaux; et Elie Berthet, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Marine. — Le lieutenant de vaisseau Chéron

est nommé officier d'ordonnance du ministre de la marine.

Le capitaine de frégate Poldiole est nommé au commandement du contre-torpilleur le *Florus* à Cherbourg.

Un promu dans le corps de santé de la marine :

Médecin en chef, M. Breton, médecin principal.

Médecin principal, M. Arène, médecin de 1^{re} classe.

Médecins de 1^{re} classe, MM. Gombaud et Denis, médecins de 2^e classe.

Conférences coloniales à la Bodinière. — La Bodinière met en pratique le vieux conseil, de mélanger l'utile à l'agréable. La direction de la salle de la rue Saint-Lazare vient, en effet, d'organiser une série de conférences coloniales. La première aura lieu après-demain jeudi 4 mai, à trois heures, et sera faite par M. Chailley-Bert, qui traitera de la colonisation française. Les conférences suivantes seront MM. Grosclaude, Hugues Le Roux, Levasseur, Depin, Léo Claret.

Les questions de colonisation sont à l'ordre du jour. En les faisant traiter dans l'après-midi du jeudi, La Bodinière permet aux élèves de nos collèges d'y assister. On ne peut qu'applaudir à cette heureuse initiative de M. Bodinière.

Le parti agraire national. — Le comte d'Hugues, ancien député, président du parti agraire national, est sur le point de reprendre avec ardeur la campagne d'organisation électorale agricole qu'il avait si vigoureusement entreprise il y a deux ans.

Le parti agraire national (P. A. N.), fondé sur un terrain légal, en vertu de la loi du 21 mars 1884 relative aux syndicats professionnels, a l'avantage actuel d'être à l'abri des persécution judiciaires qui atteignent la plupart des groupements non autorisés.

Banquets. — M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, présidera le banquet annuel de la Société amicale des Ariégeois de Paris, qui aura lieu le 6 mai prochain.

Figaro à la Bourse

Lundi 1^{er} mai.

Il serait excessif de dire que les reports sont pour rien, mais ils ne sont pas trop chers non plus — sauf en ce qui concerne nos rentes : ils valent jusqu'à 33 centimes pour le 3 0/0, et même davantage en coulisse. Mais cela n'a pas grande importance : ce n'est pas de ce côté-là que vont les affaires. Elles sont ailleurs, dans les valeurs industrielles et aux établissements de crédit; et ici les spéculateurs, habitués maintenant à rémunérer convenablement les capitaux, ne feraient pas trop la grimace, même si les exigences de ces capitaux dépassaient le niveau actuel : les mouvements des cours de certaines de ces valeurs donnent à ces messieurs d'amples compensations. Qu'est-ce qu'un report de quelques paires de francs sur une valeur qui, comme le Rio, par exemple, a encore gagné une quarantaine de francs à 1,300 ?

Donc, en dépit de la tension des reports, le marché conserve généralement ses bonnes tendances. Elles sont même plus que bonnes, — dans un effort effréné pour progresser. Les cours : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

Notre revue des seules valeurs lourdes de la cote, grâce à leurs reports. Le 3 0/0, samedi à 102, descend à 101 92 après 101 80. Le 3 1/2 0/0 finit à 102 25, ex-coupon de 87 centimes au lieu de 103 45.

L'Italien est en avance de 20 centimes à 95 45; l'Extérieure monte d'autant à 59 95. C'est de 42 centimes que progressent le Turc 75 après 77 40, et le 4 D 23 05 après 22 90.

La Banque ottomane gagne 3 francs à 579. Hausse de près d'un point sur le 4 0/0 brésilien à 65 90. Les autres sont calmes.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

La Banque de Paris est vigoureusement poussée de 1,128 à 1,150, et le Crédit lyonnais de 959 à 964; le Foncier à 740, les certains cas : il y a une hausse de 130 fr. sur la *Sonovis* à 2,300... La *Thomson-Houston* passe de 1,525 à 1,565... Je ne sais, mais des mouvements de cette envergure semblent marquer de la fièvre, et provoquent des hochements de tête plutôt dubitatifs chez les boursiers expérimentés.

vue de cette transformation, si toutefois elle peut aboutir, s'élèvent dès à présent à 2 millions 800,000 francs.

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 1^{er} Mai.

Un vol dans un presbytère

BEAUVAIS. — Un vol d'une audace inouïe a eu lieu hier soir au presbytère de Notre-Dame du Thil, aux portes de Beauvais. Pendant que le curé et sa servante étaient aux vèpres, des individus ont pénétré dans la maison, située à dix mètres de l'église et se sont emparés de sommes d'argent, de bijoux et de montres, d'une valeur totale de quinze mille francs. Des valeurs au porteur pour près de cent mille francs, provenant d'un récent héritage, ont été retrouvées sous une couverture.

Le Parquet est arrivé ce matin sur les lieux de la gendarmerie est sur pied dans les environs. Nulle trace des voleurs n'a encore été découverte.

ARRAS. — Samedi à 11 heures a eu lieu le banquet offert M. G. Graux, député, président de la Commission parlementaire des douanes, et Denayrou, ingénieur, inventeur de l'éclairage à l'incandescence par l'alcool, par le Syndicat des distillateurs du Nord.

Près de 200 convives avaient répondu à l'appel du Syndicat. A la table d'honneur, M. Hanicotte, président, ayant à sa droite M. Denayrou et à sa gauche M. Graux. On remarquait aussi la présence de MM. Visser et Bouilliez, sénateurs; Rose et Taillandier, députés; Leloup, Lenglet, Godefroy, Bachellet, Evrard, Guyot, Goubert, membres du Conseil général du Pas-de-Calais; Duquesne, vice-président des distillateurs, etc.

Après un discours de M. Hanicotte, M. G. Graux a levé son verre en l'honneur de la science et de l'agriculture française.

Une conférence a eu lieu ensuite au théâtre présidée par M. le sénateur Bouilliez et dans laquelle M. Graux a fait, avec sa clarté et sa précision ordinaires, un exposé comparatif des législations anglaise, allemande et française, relatives à l'alcool dénaturé.

A la fin de l'allocution de M. Graux, le théâtre a été brusquement inondé de lumière par deux lampes de M. Denayrou, dont les courtes explications ont vivement intéressé le public très compétent et très choisi venu de tous les points de la région du Nord.

Le parti socialiste et les Jésuites

TROYES. — Le parti socialiste à Troyes, une année, pour corser un peu la manifestation du 1^{er} mai, devenue bien anodine, de venir demander au procureur de la République de procéder sans délai à l'expulsion des Jésuites, ce qui, depuis quelques années, se sont réinstallés dans leur établissement, se situent à quelques pas du Palais de justice. Le chef du Parquet, prévenu de cette démarche intempestive, a reçu d'une façon très courtoise la délégation à midi et demi. Il a expliqué, les uns après les autres, ne pouvait prendre aucune initiative, ce sont les députés qui se sont retirés enchantés de l'accueil qui leur a été fait.

A la suite de cette démarche le commissaire central de police a procédé ce soir, à sept heures et demie, à la fermeture de la chapelle des Jésuites. Il a apposé les scellés sur toutes les portes.

Lugubre trouvaille

TROYES. — Dans la nuit d'hier, on a trouvé une malle contenant les ossements d'un enfant nouveau-né.

La malle se trouvait à l'endroit de la découverte depuis deux ans environ.

Le dénommé qui avait apporté est parti de Troyes peu de temps après.

On va rechercher où il s'est réfugié, afin d'arriver à découvrir l'identité du petit cadavre.

Contre la loi sur les accidents de travail

EPINAL. — Environ cent cinquante commerçants, industriels et artisans se sont réunis cet après-midi, à l'hôtel de ville, pour examiner la loi sur les accidents de travail.

La discussion s'est terminée par le vote d'un ordre du jour demandant l'ajournement de l'application de cette loi, afin de permettre de chercher une autre solution plus conforme aux intérêts de tous, et mettant à l'abri de la misère l'ouvrier français.

La loi sur les accidents de travail, dit-il, est une loi de déception, et surtout celle qui a le plus de charges, le père de famille, contre qui la loi actuelle semble être rédigée.

LA ROCHELLE. — La Chambre de commerce et le syndicat des entrepreneurs de la Rochelle ont sollicité l'ajournement de la mise en application de la nouvelle loi sur les accidents de travail.

Hier, il devait être procédé à l'adjudication des travaux communaux. Un seul soumissionnaire s'est présenté, mais il a réclamé une augmentation de 12 0/0 sur le prix. Cette demande et l'abstention des autres entrepreneurs sont attribuées aux charges qui vont leur être imposées par cette loi.

PAU. — A l'unanimité, les entrepreneurs du bâtiment ont voté aujourd'hui un vœu tendant à ce que la loi sur les accidents de travail soit repoussée, en attendant qu'il soit survenu à son application.

Accident de chemin de fer

MONTLUCON. — Le train direct pour Montluçon partant de Paris à 7 h. 40 du matin a été arrêté avant Orléans par le déraillement d'un train de marchandises.

Les voyageurs ont été transférés et ont continué leur voyage par un léger retard, mais les colis et les dépêches sont restés en souffrance.

Généreux donateur

AIX-LES-BAINS. — Un Américain du nom de Morgan, qui fait une saison à Aix-les-Bains, vient de faire don à la ville de 50,000 francs pour son hôpital.

ALGER. — Aujourd'hui, à deux heures, M. Lefrère, gouverneur général de l'Algérie, a pris à bord du paquebot *Isaac-Pérez*. Aucune manifestation bruyante n'a signalé le départ du gouverneur général. Tous les hauts fonctionnaires des différentes administrations avaient tenu à venir lui présenter leurs hommages.

Ainsi que je vous l'ai télégraphié hier, M. Lefrère a pris à bord du paquebot, enlevé récemment, comme on se souvient, par une cruelle maladie et dont l'inhumation définitive doit avoir lieu dans le caveau de famille au Père-Lachaise. A dix heures, la levée du corps a été faite en présence de MM. le capitaine Codet et Desclaux, contrôleur général, et le transfert s'accomplissait jusqu'au paquebot sans incident. Cette circonstance particulière avait déterminé le parti antijui à s'abstenir de toute démonstration hostile.

On sait que M. Lefrère se rend directement à Paris afin de prendre part à la discussion des interpellations annoncées sur les questions algériennes.

Une grande revue

SAINT-PÉTERSBOURG. — L'Empereur passera en revue, au Champ-de-Mars, le 10 mai, les troupes de la garde et de la conscription militaire de Saint-Petersbourg, ainsi que les élèves des écoles militaires de cette ville.

Il y aura en ligne 49 bataillons d'infanterie, 37 escadrons de cavalerie, 14 sotnias de cosaques, 3 bataillons d'artillerie et 162 pièces de canon.

OCCASIONS

Tous les MERCREDIS, les annonces publiées sous cette rubrique sont au tarif réduit de 3 francs la ligne. Ce Tarif n'est applicable qu'aux PARTICULIERS.

Ventes, Achats, Echanges

PIANO 1/4 queue, 1^{er} marq., à peu servi, à vendre bas prix. Occ. rare. FAITE, 35, 14 B^{is} - Nouvelle.

PIANO ÉRARD oblique, Pianos 1/2 queue Erard et 1/4 q. Pleyel. Occ. rare. LABROUSSE, 51, r. Rivoli.

Avendre beaux MEUBLES, 2 sal. 4, av. des Chasseurs.

VOYAGES ET EXCURSIONS

ÉTRANGER. Grands Hôtels recommandés

ALLEMAGNE

CENTRAL-HOTEL, le plus grand et le plus élégant Hôtel de 500 chamb. En face la gare de Friedrich-Strasse.

BONN - S/L-RHIN. — GRAND HOTEL ROYAL. Maison de 1^{er} ordre. Grand jardin. Vue sur le Rhin et montagnes.

BAD KISSINGEN. HOTEL DE RUSSIE

AUTRICHE

VIENNE Hôtel Métropole, Ringstrasse, quai François-Joseph. Maison 1^{er} ord. 300 ch. dep. 12. y compris élect. serv. Sal. lect.

SUISSE

BALLAIGUES (Jura vaudois), 3/4 d'heure de Vallorbes. Altitude 300 m. Hôtel-pension LA SAPIÈRE. Anc. maison reconstruite, très bien aménagée pour séjour de famille. Prix modéré. Ouvert 1^{er} mai.

GENÈVE. Grand Hôtel de la Paix, 1^{er} ordre. 200 chamb. Mieux situé en face Lac et Mont Blanc.

GLION - s/Montreux. G^{de} Hôtel Rigi Vaudois. Position unique. Installé avec le plus grand confort. 150 chambres. Prix modérés.

GENÈVE. Hôtel de Russie, 1^{er} ordre. Mieux situé au bord du Lac. — MARSEILLE. Hôtel Noailles.

SAINT-BEATENBERG, Lac de Thoun, 1.150 m. La station climatique par excellence. Grand Hôtel Victoria, seule maison 1^{er} ordre.

FRANCE. Hôtels recommandés. Pensions de famille, Boarding-Houses et Casinos

AVIS

Ces Annonces jouissent d'une très grande réduction pour un minimum de 15 insertions par mois

SAISON DE BAINS SALINS. 1^{er} ordre. G^{de} confort. S^{ur} uniq. au midi. Mer. Calorif. Ascenseurs. Lumière électr. Bains. Douches. Lawn-Tennis couvert. Dépêche Havas. Téléphone. — Arrangements et pension à prix modéré.

BIARRITZ. HOTEL BRADFORD, 10, r. St-Ph. du Roule, pr. R⁴-P¹ Ch.-Elys. Clientèle châteline.

PARIS LANGHAM HOTEL. Avenue Ch.-Elys. L'hôtel par excellence des familles aristocrat.

PARIS

Hôtel-Pension Florida. Conf. moderne, 5, rue Léo-Delibes (av. Kléber). Pr. mod.

PARIS Pension du Bois, 7, r. Poisson (av. G^{de} Armée). Vie fam. C^{afé}. Bains. Jard. Prix m.

PARIS Pension de Famille 1^{er} ordre. Electr. hyd. Tél. 532.75. Située unique. Tout compris depuis 8 fr. par jour. 2, avenue de Friedland. Prof. français attaché à la maison.

S-SAUVÉUR (Pyrén.). Hôtel de France, le meilleur S-CERQUES-SUR-NYON (Jura). Grand Hôtel de l'Observatoire. Panorama grandiose.

Chemins de Fer

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

11, 12, 13 et 14 Mai 1899

EXCURSION DE QUATRE JOURS DE

PARIS (GARE D'ORLÉANS) EN TOURAINE

par trains rapides et à prix réduits

VISITE DES CHATEAUX DES BORDS DE LA LOIRE : Blois, Chambord, Amboise, Tours, Loches, Chenonceau, Valençay.

Départ de Paris le jeudi matin 11 mai. Retour à Paris le 14 mai au soir.

Prix de l'excursion complète : 1^{re} classe, 110 fr.; 2^e classe, 100 fr. — Le nombre des places est limité.

On peut se procurer des renseignements et des prospectus détaillés. A la gare d'Orléans (quai d'Assolant), et dans les bureaux succursales de la Compagnie.

Paquebots-poste français

MOUVEMENTS

Fort-de-France, 29 avril.

FERDINAND-DE-LESSEPS (C. G. T.), arrivé, allant à Colon. Paillac, 29 avril.

BRÉSIL (M. M.), arrivé à 6 h. soir, venant de La Plata et du Brésil. New-York, 30 avril.

LA GASCOGNE (C. G. T.), parti hier à midi pour Le Havre.

LA NORMANDIE (C. G. T.), arrivé à 1 h. soir, venant du Havre. Le Havre, 1^{er} mai.

LA TOURAINE (C. G. T.), arrivé hier à 7 h. matin, venant de New-York.

SAINT-SIMON (C. G. T.), arrivé à 3 h. soir, venant d'Haïti et d'Escaltes. Port-Saïd, 1^{er} mai.

NATAL (M. M.), parti hier à 6 h. soir pour Madagascar, La Réunion et Maurice.

YARRA (M. M.), parti à 8 h. matin, venant de l'Indo-Chine. Bombay, 1^{er} mai.

TONKIN (M. M.), arrivé à 6 h. matin, allant en Indo-Chine.

Offres et Demandes

CAPITAUX

ON DEM. ASSOCIÉ avec 60,000 fr. pour donner extension à importante industrie céramique. S'adr. à M. Goux, 13, r. Camille-Desmoulins, Paris.

PRETS hypoth. Paris, prov. dep. 3.50%, avances

imméd. av. formalités. PORTER, 42, r. Vivienne.

10,000^e sem. dem. comm. ou ass. pour extension d'un produit d'avenir. — Ecr. E. A. 2, au Figaro.

AVIS COMMERCIAUX

Industrie, Fonds de Commerce

CAMIONNAGE SPÉCIAL

MAISON 1^{er} ORDRE (APRÈS DÉCÈS). OCCASION. Très belle affaire de direct^{eur}, cavalerie par^{ti}. BENEVE, 12,000^e, AVEC 15,000^e CP.

BOURGAIN, 25, rue du Louvre. — Téléphone.

CHARGE PRIVILÉGIÉE

Part de moitié dans IMPORTANTE FACTORIE aux Halles. Bénéfices honor. absol. assur. de 17,000^e par an avec 40,000^e cpt. BOURGAIN, 25, r. Louvre. Tél.

FAITRE ADMINISTRATIVE

Facile, agréable et de belles relations. Qui augmentent considérablement. On traite avec 65,000 francs. HANOL, 17, boulevard St-Germain. — Téléphone.

FAITRE ADMINISTRATIVE

40,000^e nets par an. Sans risque. Sans aptitude. Une heure de bureau par jour. Bénéfices assurés par titres. 11 fau. 150,000^e pour traiter. M. CHALAMEL, 7, RUE LE PELETIER, PARIS.

PART D'ASSOCIÉ dans affaire administrative

facile et agréable. Situation de 15,000 francs. Prix : 25,000 fr. — DELOREME, 18, rue du Louvre.

2 ENTREPRISES DE BIÈRES

1^{re} 30,000^e nets par an. Prix : 80,000^e. 2^e 18,000^e nets par an. Prix : 40,000^e. Facilités de paiement.

M. CHALAMEL, 7, RUE LE PELETIER, PARIS.

OCCASION EXCEPTIONNELLE pour homme ou dame. SIMPLE DIRECTION. Bénéfices nets assurés : 15,000^e fr. Sans roulement de fonds.

Prix : 30,000^e dont 20,000^e compt. Grandes facilités. Pressé. — S'adresser M. HUBERT, 8, rue St-Martin.

RENSEIGNEMENTS UTILES

Mariages

MARIAGES RICHES. V^{er} GUYOT, 86, b. Rochechouart.

Divers

M^{me} LENORMAND, ex-1^{re} cartomanc^e de Paris, 109, rue du Bac. Mariages, recherches, renseignements.

COMPTIÈRE MONTMARTRE. On demande à acheter une concession. S'adr. M. J. la Bienfaisance.

Le Gérant responsable : A. BOREL.

Paris. — D. CASSIGNOL, imprimeur, 26, rue Drouot. (Imprimerie du Figaro). — Encre LOUILLEUX.

Imprimé sur les nouvelles machines rotatives à six pages de MARINONI.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE NÉERLANDAISE ASSURANCE SUR LA VIE — RENTES VIAGÈRES

COMPARAISON DES TARIFS. — Extrait du Tarif général contenant 37 combinaisons.					
Age.	G ^{de} Néerlandaise.	Autres Compagnies.	Age.	G ^{de} Néerlandaise.	Autres Compagnies.
30 ans.	307	377	30 ans.	452	514
35 —	417	414	35 —	514	528

Vie entière, 20 primes avec participation. Prime annuelle pour assurer un capital de 10,000 fr.

Mixte, 20 ans avec participation. Prime annuelle pour assurer un capital de 10,000 fr.

DIRECTION FRANÇAISE : 26, Avenue de l'Opéra, PARIS. — BANQUIER DE LA C^{ie}, le Crédit Lyonnais, à PARIS.

Palace-Hôtel des Champs-Élysées OUVERTURE LE 10 MAI 1899



Le PALACE-HOTEL des CHAMPS-ÉLYSÉES est situé sur la superbe avenue qui relie la Place de la Concorde à l'Arc de Triomphe dans le quartier le plus aristocratique et le plus sain de Paris. — Les dispositions intérieures y ont été aménagées avec le sens des meilleures conditions de confort, d'hygiène et d'irréprochable salubrité. — Le Mobilier, les Décorations, le Service y sont de haut style. — Les 400 Chambres et Appartements de famille avec Salle de Bains sont reliés directement avec les chambres de domestiques par le téléphone. — 3 Ascenseurs. — Éclairage électrique. — Chauffage par la Vapeur. Salle des Valeurs réservant à tout voyageur son coffre-fort. — Appareils de ventilation dernier genre. Ameublement par MAPLE & C^o de Londres. — Restaurant à la carte et Table d'hôte à prix fixe. Grand Hall artistique de réception. — Salon de Lecture et Café "modern style" qui sera le rendez-vous de tout Paris élégant. — Cuisine française de premier ordre. — Cave et Vins renommés.

La Maison E. VORMUS, 5, rue Cambon, Paris. TÉLÉPH. 250.44 (Maison de Confiance, 8^e année)

PRÊTE CAPITAUX

DES depuis 3/50^e d'intérêt, à Paris et Province sur IMMEUBLES jusqu'à 3 quarts de leur valeur

NUES-PROPRIÉTÉS

(Titres de Rente, Actions et Obligations dont une autre personne a la jouissance jusqu'à son décès) sans le concours et à l'insu de l'usufruitier, sur TITRES ROYALISÉS déposés chez un notaire ou une autre personne et à son insu pendant la durée du prêt, sur TITRES grevés de RESTITUTION ou frappés de RETOUR, sur SUCCESSIONS et BIENS INDIVIS sans le concours des héritiers, sur Ventes, Rentes viagères, Créances hypothécaires, etc. Aucuns frais avant solution ni indemnité en cas de non réussite. Avances immédiates. Discretion absolue.

Mines d'Or du Transvaal

RENSEIGNEMENTS et NÉGOCIATIONS

Lire la REVUE SUD-AFRICAINE, seul journal français uniquement consacré aux valeurs sud-africaines. — Ab^o : 40 fr. par an. — Service gratuit un mois sur demande. Dir. : M. Henry Dupont, qui fait sa spécialité de l'étude et de la négociation de ces valeurs, à Paris et à Londres, depuis 1887. Bureaux : 18, Rue du Quatre-Septembre, PARIS.

AUCUNE SUCCURSALE PHARMACIE NORMALE

19, Rue Drouot et 15, rue de Provence PARIS

AUCUNE SUCCURSALE

LA HAUSSE DU CUIVRE

La HAUSSE des VALEURS de MINES de CUIVRE

En 1895, le RIO-TINTO valait 300 fr.; en 1899 il cote 1,200 fr.

En 1895, la Part BOLEO valait 2,000 fr.; en 1899 elle cote 135,000 fr.

La BANQUE des CAPITAUX FRANÇAIS, 3, Rue Laffitte, Paris est en mesure d'indiquer à tous ceux qui lui en feront la demande une VALEUR de MINES de CUIVRE en pleine exploitation et appelée à devenir un NOUVEAU RIO TINTO ou un NOUVEAU BOLEO !

Art de Gagner de l'Argent à la Bourse

16,600 fr. de Récompense

Star Grandes Médailles d'OR

QUINA-LAROCHE

Anémie, Épuisement, Maux d'Estomac, etc.

BOURSE SANS COUVERTURE à longs termes. SÉRIEUX BÉNÉFICES. Franco circulaire. A. LEBAILLIER et C^{ie}, Bourse Commerce, Paris.

SOCIÉTÉS Recherche de Capital, Constitution, Dissolution, Liquidation, OFFICE CENTRAL, 2, r. de Provence, Tél. 141.41

C. Otto Gehrekenz

fabrique de courroies

Hambourg

Courroies demi-croisées (transmission à gauche)

MAUX DE GORGE

Enrouement, Extinction de Voix, Aphonie, sont guéris très promptement par le GARGARISME SEC WILLIAMS 150 points, qui fortifie le système des os, chasse le froid, guérit la toue et écarte la vie des orateurs, chanteurs, etc. PHARMACIE NORMALE, 15, rue Drouot, Paris.

LA BANQUE IMMOBILIÈRE, 25, R. du Louvre, Paris.

PRÊTE à NU-PROPRIÉTÉ

PRÊTE de TITRES à l'insu de l'usufruitier.

PRÊTE sur TITRES NOMINATIFS même déposés chez un autre et à son insu.

PRÊTE sur IMMEUBLES 3 1/2 %. Remplacement des Prêts ou Prêts. Reducteur Importants (taxe).

PRÊTE sur SUCCESSIONS, TITRES grevés de RESTITUTION, sur USUFRUITS, RENTES VIAGÈRES.

PRÊTE Créances hypothécaires, Polices d'Assurances.

PAS DE FRAIS. AVANCE DE SUITE. Téléphone 140-70.

DIABÈTE

radicalement guéri par le VIN URANE, qui fortifie le système du sang, calme la soif, fait diminuer le sucre et écarte les accidents diabétiques, gangrènes, anthrax, etc. Toutes pharmacies. Brochure : A. Pessot, ph., Roussat-Bordeaux.

TÉLÉPHONE 256-93

A L'AMABLE ET SANS FRAIS : Mardi 2, Mercredi 3, Jeudi 4, Vendredi 5 et Samedi 6 Mai

De toute espèce de Marchandises NEUVES et GARANTIES

PROVENANT DES

SAISIES-WARRANTS

MARCHANDISES PROTESTÉES, ABANDONNÉES EN DOUANE, DANS LES GARES, VENTES JUDICIAIRES, etc., etc. (En vertu du loi du 23 mai 1863, du décret du 29 août 1863, de l'article 7 de la loi du 28 mai 1858 du décret du 30 mai 1863 et de l'article 27 du règlement d'Administration publique de la loi du 28 mai 1858)

4, RUE DE LA DOUANE, 4

WARRANT 1604

UN TRÈS BEL AMEUBLEMENT DE SALON STYLE LOUIS XIV, Noyer sculpté et doré très finement, recouvert tapisserie d'Aubusson au petit point : 1 canapé, 2 fauteuils, 4 chaises. Valeur réelle 11,000 francs, à 6,500 francs.

UN AMEUBLEMENT CHAMBRE A COUCHER LOUIS XV, Palissandre et bronze ciselé (pièce d'exposition), comprenant : 1 armoire 3 glaces, 1 lit de milieu (sommier compris), 2 tables de nuit, meubles ornés de très fines peintures d'après Boucher et Watteau (dont l'Embarquement pour Cythère). Valeur 12,000 francs, à 4,900 francs.

WARRANT 2025 (après faillite). NOMBREUX MARBRES ET BRONZES D'ART, dont plusieurs signés de sculpteurs hors concours, parmi lesquels : Le Crépuleux, d'H^{er} Moreau (hors concours), bronze sur socle marbre et pivot, valeur 450 à 225 fr. — L'Alerte, de Bonduel, val. 825 à 450 fr. — Le Figaro, par Lecorey, val. 800 à 425 fr. — Le Printemps, par Moreau (hors concours), val. 800 à 550 fr. — Le Guetteur, par Ferrand (Salon Champs-Élysées), val. 1,500 à 925 fr. — Un très beau groupe de Clodion, « Education de Bacchus », val. 1,200 à 550 fr. — « Jeanne d'Arc », par Drouot (hors concours), val. 600 à 250 fr. — Bourgeois, par Truffot (hors concours), val. 550 à 225 fr. — L'Amour et Psyché, de Carrier-Belleuse, val. 1,150 à 450 fr. — 1 Vase « Faunes et Bacchantes », de Henri Plé (hors concours), val. 700 à 395 fr. — Les Liqueurs.

LIQUIDES (Warrants n^{os} 7,210 et 7,233)

DÉGUSTATION : Salle n^o 1 et Caves 6 et 7

Grands Vins authentiques en caisse de 12 bouteilles

pris dans Paris ou rendus franco gare province

VINS ROUGES

Cos d'Estournel..... Valeur 3 à 1 50

Fauvel..... 2 25 à 1 75

Château Clos du Pape..... 2 25 à 1 75

Saint-Estèphe (1888)..... 2 25 à 1 75

Saint-Émilion..... 2 50 à 1 75

Pomerol..... 2 50 à 1 75

Saint-Julien..... 2 50 à 1 75

Château Montrose Dolfus..... 3 90 à 2 20

Château La Louvière..... 4 à 2 50

Château Ballouville (général, récolte 1888)..... 4 50 à 1 90

Haut-Brion (1879)..... 5 à 2 90

Pomard..... 6 25 à 3 90

Champagne blanc de Saint-Prest (Epernay)..... 5 à 2 90

Grand vin d'AY (vicomte de La Prestrière)..... 5 à 2 90

48 SALLES A MANGER COMPLETES, noyer ciré et sculpté, 450^e parmi lesquelles : un bel ameublement gothique. Buffet, table 3 all., 6 chaises marquins sur ressorts. Valeur 980 fr. à 655. Une salle à manger Renaissance comprenant un buffet sur mesure (6 portes), panneaux très finement sculptés dans la masse, 1 desserte d'accompagnement même ornementation, 1 table 3 allonges pieds divants, 6 chaises d'accompagnement à ressorts et marquins, val. 1,650 fr. à 1,045. — 1 très beau mobilier Louis XVI, même composition que le précédent, val. 1,900 à 1,335 francs et nombreux buffets, dressoirs et tables vendus séparément au tiers de leur valeur. Quantité considérable de chaises de salle à manger de tous styles cuir à ressorts.

SALONS : de tous styles (garantis intérieur tout cuir animal pur), valeur 225 fr. dont un très élégant salon marqueté Louis XVI, noyer sculpté et cannage fin d'une valeur réelle de 450 fr.

2 salons marqueté Louis XV, noyer sculpté (cuvettes soierie), à 450 et 630 fr. Valeurs 770 et 925 fr.

Un lot de plusieurs bergères Louis XV, Louis XVI et Empire. Noyer sculpté et doré (dormir à l'eau), à 225, 300, 315, 360 et 700. Cette dernière (Pièce d'Exposition). Ces sièges sont au-dessous de leur valeur de plus de moitié.

2 Très beaux salons bois doré (copies) Louis XV et Louis XVI, bois sculpté et doré (dormir à l'eau) — recouverts soierie copiée également. — Valeur réelle 2,800 fr. à 1,500 fr. chacun, et nombre d'autres mobiliers, chaises longues, sofas, etc., etc., nous en avons même conditions et avec les mêmes différences.

CHAMBRES A COUCHER : 4 chambres à coucher nous comprenant : 1 grand lit de milieu à trois faces, une armoire à glaces à biseaux (Saint-Gobain), une table de nuit dessinée et intérieur marbre, sommier à soufflets, valeur 550, à 360 fr.

Chambres Louis XVI, noyer frisé, grand modèle, valeur 690 à 420 fr.

Un lot de 28 chambres pitch-pin double, très soignées (Marie-Antoinette et genre anglais), valeur 270 à 195 fr.

EXPOSITION D'UN LOT DE 14 MEUBLES D'ART

copies des époques Louis XIV, Louis XV, Louis XVI et Empire. Copies exécutées d'une façon remarquable. Comprenant : Bahuts, Vitrines, Bureaux, Commodes, Meubles d'Entre-Deux, Tables et Guéridons, et 2 Garnitures cheminées (Exposition universelle de 1889), styles Louis XVI et Empire. Valeur : 18,000 fr. à 7,500 et 3,800 fr. à 2,200.

WARRANT 3624. OBJETS DIVERS : coffres-forts, tables, guéridons, chiffonniers, paravents, une très belle harpe américaine, bois doré et sculpté, valeur 1,500 fr. à 500 fr. — Plusieurs colonnes, bois de marbre, lampes de parquet. — 67 suspensions salle à manger, bronze garanti, depuis 29 fr. jusqu'à 250 fr., 300 et au-dessus. — Lustres de salon, candélabres torchères, jardinières bouts de table, etc., etc. — Toiles, Tapis pour trousseaux et layettes. Tabliers de domestiques confectionnés, 500 paires de draps de maîtres pur fil, sans couture,